



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques  
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DU 31 JUIL. 2024**  
**portant prolongation de l'autorisation environnementale d'exploitation**  
**de la carrière de Roga située sur la commune de Saint-Congard**  
**SAS CHARIER CARRIÈRES ET MATÉRIAUX**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code minier ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- Vu** le décret du 20 juillet 2022 nommant monsieur Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;
- Vu** le décret n° 2002-89 du 19 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** le schéma régional des carrières approuvé le 30 janvier 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 août 1994 autorisant l'exploitation de la carrière de Roga dans la commune de Saint-Congard, exploitée par la société SAS CHARIER CARRIÈRES ET MATÉRIAUX pour une durée de 30 ans ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance du 29 mai 2024, présenté par la société SAS CHARIER CARRIÈRES ET MATÉRIAUX, dont le siège social est situé au lieu-dit la Clarté 44410 Herbignac, relatif à la prolongation de l'arrêté d'exploitation du 31 août 1994 susvisé sans aucune modification des activités autorisées, le temps nécessaire à l'aboutissement de la procédure d'autorisation environnementale de renouvellement et d'extension de la carrière ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 08 juillet 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 10 juillet 2024 ;
- Vu** le courriel du 18 juillet 2024 par lequel la société précitée indique ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté ;
- Considérant** que le projet de prolongation objet du porter à connaissance, mentionné ci-dessus, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;
- Considérant** que la demande de prolongation porte sur une durée limitée à deux ans, temps nécessaire à l'aboutissement de la procédure d'autorisation environnementale et ne porte sur aucune modification des conditions d'exploitation ;

**Considérant** que la poursuite de l'exploitation du gisement sur le long terme permettra d'alimenter la demande locale en limitant l'approvisionnement depuis des sites potentiellement plus éloignés, réduisant de ce fait les distances de transport des matériaux et donc limitant l'empreinte carbone et le trafic routier ;

**Considérant** l'engagement de l'exploitant de déposer avant la fin de l'année 2024, un dossier de demande d'autorisation environnementale visant à poursuivre l'exploitation de la carrière de Roga ;

**Considérant** que les quantités annuelles extraites depuis la mise en service de l'installation sont en deçà des quantités autorisées et que le gisement restant à exploiter est suffisant ;

**Considérant** que la durée de prolongation sollicitée n'entraîne pas d'impact significatif et ne modifie pas les conditions de remise en état ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur de la demande ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-31 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

**Considérant** que la demande de prolongation n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## A R R E T E

### **ARTICLE 1**

La société SAS CHARIER CARRIÈRES ET MATÉRIAUX, dont le siège social est situé lieu-dit la Clarté - 44410 Herbignac, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous, à poursuivre l'exploitation de la carrière de Roga située dans la commune de Saint-Congard jusqu'au 31 août 2026.

### **ARTICLE 2**

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 31 août 1994 susvisé, reste applicable pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière de Roga par la société SAS CHARIER CARRIÈRES ET MATÉRIAUX.

### **ARTICLE 3**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra constituer une garantie financière pour la durée de la prolongation de l'autorisation sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

Le montant de la garantie financière est fixé à 207 118 euros TTC.

### **Constitution**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra adresser au préfet le document attestant la constitution de la garantie financière.

Ce document (acte de cautionnement solidaire) devra être conforme au modèle d'attestation fixé par arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Sanction**

Indépendamment des procédures pénales qui pourront être engagées, le défaut de garanties financières, constaté après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation d'exploitation.

## Appel aux garanties

Il sera fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

## Levée de la garantie financière

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne pourra être levée que par arrêté préfectoral, après constat par l'inspecteur des installations classées de la conformité de la remise en état aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

## **ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au Le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télérecours citoyens», accessible par le site internet «[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)».

1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

## **RÉCLAMATION**

### Article R.181-52 du code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.

## **ARTICLE 5 – PUBLICITÉ – INFORMATION DES TIERS**

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Saint-Congard et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-CONGARD pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Saint-Congard et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 6 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (inspection des installations classées pour la protection de l'environnement) et le maire de Saint-Congard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le

31 JUL 2024

Le préfet

Pour le Préfet, par délégation,  
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

### Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de Saint-Congard.
- M. le DREAL - UD 56
- M. directeur de la société SAS CHARIER CARRIÈRES ET MATÉRIAUX.